

ARRETE MUNICIPAL

Le maire de la commune de (préciser le nom de la commune).....

Vu le code de la santé publique et notamment l'article L. 3213-2,

Vu les dispositions de l'article L. 2212-2 6° du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du maire en date du (préciser la date) déléguant sa signature à Madame/Monsieur (préciser le nom et le prénom) pour établir les arrêtés provisoires ordonnant une mesure de soins psychiatriques sans consentement à la demande du représentant de l'Etat, visé à l'article L. 3213-2

Considérant que Monsieur/Madame (préciser le nom et le prénom)
Né(e) le .../.../..... à (préciser la ville/le pays).....
Demeurant : (préciser l'adresse)

présente (*énoncer en quoi le comportement de la personne constitue un danger imminent pour la sûreté des personnes ou portent atteinte, de façon grave, à l'ordre public en précisant les circonstances : faits, lieu, date, heure – préciser les circonstances nécessitant la prise de cet arrêté en urgence....*)

Vu le certificat médical délivré le (préciser la date) par le Docteur (préciser son nom), médecin généraliste à (préciser la commune), praticien compétent au titre de l'article L. 3213-1, qui constate que : (*description de l'état mental du patient tel que décrit par le certificat médical*)

Considérant que le comportement de Monsieur/Madame (préciser le nom et le prénom) révèle des troubles mentaux manifestes et un danger imminent pour la sûreté des personnes,

ARRETE

Article 1 : L'admission provisoire en soins psychiatriques de Monsieur/Madame (préciser le nom et le prénom)à/au (préciser le nom de l'établissement de santé) est prononcée jusqu'à ce qu'il soit statué définitivement par le représentant de l'Etat dans le département, à qui il en est immédiatement référé.

Article 2 : Le directeur de (préciser le nom de l'établissement de santé) est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie lui est remise.

Article 3 : Le commandant du Groupement de Gendarmerie ou le directeur départemental de la sécurité publique sont requis pour prêter main-forte, en cas de besoin, pour l'exécution du présent arrêté.

Voies de recours :

- Un recours gracieux peut être formulé auprès du maire : (préciser l'adresse)
- La régularité et le bien-fondé de cette décision peuvent être contestés devant le juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de (préciser la ville d'implantation du TJ) dans le cadre d'une saisine sur le fondement de l'article L. 3211-12 du code de la santé publique, ou à l'occasion d'un recours systématique initié par le représentant de l'Etat dans le département ou le directeur de l'établissement de santé d'accueil sur le fondement de l'article L. 3211-12-1 du même code.

Fait à (préciser le lieu)
Le (préciser la date)A (préciser l'heure)
Le maire,
(préciser les nom et prénom du signataire)

Signature
Apposer le cachet de la mairie

MAIRIE DE

Monsieur/Madame,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêté municipal provisoire vous concernant dans le cadre de votre mesure de soins psychiatriques prise en application de l'article L.3213-2 du code de la santé publique.

Les voies de recours contre cette décision vous sont précisées dans l'arrêté.

Veillez agréer, Monsieur/Madame, l'assurance de ma considération distinguée.

Fait à _____, le

Je soussigné, Monsieur/Madame _____, reconnais avoir reçu l'arrêté municipal en date du _____

Fait à
Date et Signature

Monsieur/Madame _____ n'est pas en mesure de signer

Monsieur/Madame _____ refuse de prendre connaissance des informations contenues dans l'arrêté municipal

Nom, qualité, date et signature